

DROIT

# Les lois de la réussite

Beaucoup d'appelés, des débouchés... Mais pour viser haut dans les professions juridiques, mieux vaut choisir un double cursus et maîtriser l'anglais

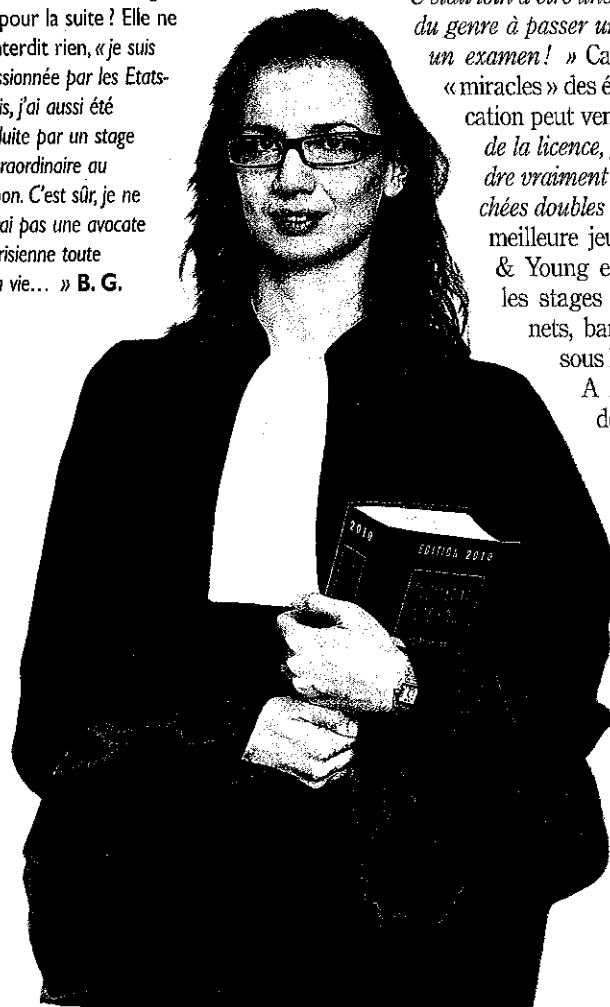
**C'**est du dernier chic. Rachida Dati, Frédéric Lefebvre, Dominique de Villepin... On ne compte plus les grands noms de la politique s'offrant une reconversion en robe noire d'avocat. Il faut croire que le métier a du bon. Du moins pour les people. Car en ce moment, l'atterrissage se révèle un peu sec pour les débutants. « *A l'Ecole du Barreau de Paris, qui forme la moitié des avocats en France, sur les 1 400 élèves en recherche de stage, 50 n'en ont toujours pas trouvé. C'est une situation assez inédite* », constate Jean Castelain, le bâtonnier du barreau de Paris. Inédite, en effet, car jusqu'ici les 48 000 avocats avaient plutôt le vent en poupe. Portés par une judiciarisation croissante, la multiplication des lois dans tous les domaines, des citoyens et entreprises enclins à faire valoir leurs droits devant les tribunaux en France comme à l'étranger, etc. La profession absorbe donc sans trop de peine les nouveaux venus, pourtant nombreux chaque année puisqu'il n'existe pas, à la différence des professions médicales, de numerus clausus. Peut-être parce que la densité de juristes reste néanmoins bien plus faible chez nous que chez nos voisins britanniques, allemands ou italiens. Les débutants font souvent leurs premiers pas comme collaborateurs avant d'ouvrir leur propre cabinet ou de devenir associés dans une grande structure. D'autres entrent dans les services juridiques des entreprises, qu'ils aient ou non prêté le serment d'avocat. Les honoraires grimpent ensuite avec l'expérience... et le carnet d'adresses.

## Minimum bac+5

Mais 2009 n'a pas été une année comme les autres. Virginie le Foll, consultante au cabinet Robert Half, a constaté, comme les autres observateurs du marché, un coup de frein brutal tant dans les cabinets qu'en entreprise... Brutal, mais sans doute pas durable. Aussi conseille-t-elle aux étudiants de « *décaler leur entrée sur le marché du travail en complétant leur cursus par une année en école de com-*

## MAGDA PICCHETTO, 27 ans, avocate

*« J'ai toujours voulu être avocate, car je suis bavarde et j'aime m'exprimer en public », confie-t-elle. Direction Paris-II, puis l'Ecole du Barreau. « Je viens de prêter serment et j'ai été engagée comme collaboratrice chez Cotty Vivant Marchisio & Lauzeral, un cabinet d'affaires où j'avais déjà effectué plusieurs stages. » Son quotidien ? « Très varié, je fais des contrats, du droit des sociétés, du droit boursier... Ce qui me plaît surtout, c'est de plaider. Puis j'ai la chance de travailler dans un environnement très convivial, rien à voir avec certains cabinets guindés. » Et pour la suite ? Elle ne s'interdit rien, « je suis passionnée par les Etats-Unis, j'ai aussi été séduite par un stage extraordinaire au Japon. C'est sûr, je ne serai pas une avocate parisienne toute ma vie... » B. G.*



*merce ou à l'étranger lorsque c'est possible ».*

Les myriades d'inscrits en droit (180 000 en 2009) ne deviennent pas tous des professionnels aux revenus confortables. Echecs et abandons au cours des premières années d'études, assez arides, sont très nombreux. Et pour le vulgum pecus qui ne peut faire de son nom un fonds de commerce, la spécialisation adoptée s'avère déterminante pour la suite. Bien choisie, elle permet d'aborder le métier sereinement, comme Julie, jeune fiscaliste, titulaire du DJCE (Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise) à la fac de Nancy. Arrivée en droit pourtant presque par hasard. « *Quand je me suis inscrite après le bac, je me suis dit que ça me mènerait forcément quelque part. C'était loin d'être une passion... Je n'étais pas du genre à passer une nuit à travailler pour un examen!* » Car c'est là un des petits « miracles » des études juridiques : la vocation peut venir en chemin. « *A partir de la licence, j'ai commencé à y prendre vraiment goût et à mettre les bouchées doubles* », explique-t-elle. Sacrée meilleure jeune fiscaliste par Ernst & Young en 2008, Julie a cumulé les stages prestigieux entre cabinets, banques d'affaires..., puis sous les ors du Conseil d'Etat. A 24 ans, elle s'apprête à devenir avocate et confie « *avoir plusieurs pistes sérieuses et séduisantes* »...

A l'inverse, il ne faut pas s'attendre au tapis rouge dans le droit public en particulier. Quant aux avocats pénalistes, en dehors de quelques stars des prétoires, la vocation est peu rentable. Il y a aussi les spécialistes du droit dit des personnes, ou droit privé, qui s'occu-

pent aussi bien des divorces que des querelles de voisinage. Là aussi, les revenus sont plutôt modestes.

A quel domaine donc donner la préférence pour une carrière de golden boy ou golden girl ? « Les femmes représentent désormais 50% des "droit fiscal international, droit de l'environnement ou encore droit social" », précise Rémy Fouilloy, le directeur exécutif de la division juridique du cabinet Michael Page. Lise Cornillier, avocate, confirme : les spécialistes de droit social sont une denrée rare. « En ce moment, je cherche à embaucher deux collaborateurs dans cette discipline et j'ai mis trois chasseurs de têtes sur le coup ! », confie-t-elle. Pour faire face aux problématiques de restructuration engendrées par la crise (ventes de filiales, réorganisations, plans sociaux et même... séquestrations de patron), quelques cabinets n'ont d'ailleurs pas hésité à monter des équipes entièrement dédiées. Comme le cabinet Cotty Vivant Marchisio & Lauzeral, amateur de « jeunes gens qui cumulent une double formation, droit social et commerce par exemple, car ils ont acquis une

## Les meilleurs diplômés

### Bac+2 ou +3

→ BTS notariat, DUT carrières juridiques, licence métiers du notariat, activités juridiques, assistant juridique Lyon-II, licence droit et technique des assurances (Niort). Bi-licence droit anglais, Paris-X.

### Bac+5

→ Master juriste d'affaires internationales (Université de Bourgogne), droit de l'environnement (Paris-I - Paris-II), droit et pratiques des relations au travail (Paris-II), droit de la santé (Paris-X), fiscalité de l'entreprise (Dauphine), affaires règlementaires des industries de santé (Paris-XI), DJCE, Capa. Ecoles de commerce + spécialisation, master de Sciences-Po, MBA droit des affaires et management de la gestion de Paris-II.

*fine connaissance de l'entreprise* », explique Florence Froment-Meurice, l'une des associés.

Car c'est une constante, en entreprise comme en cabinet, les recruteurs ont des exigences élevées. Le bac+5 est un minimum, assorti du Capa (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat). Car la préférence va aux diplômés ayant plusieurs cordes à leur arc. « L'heure n'est plus à des juristes pur sucre », prévient Anne-Laure Paulet, la secrétaire générale de l'Association française des Juristes d'Entreprise. *Il faut des doubles voire des triples compétences : des cursus droit et écoles de commerce, ou droit et sciences politiques et il faut bien sûr être bilingue.* » Car l'anglais est la langue de travail quotidienne de bon nombre de juristes. D'où le succès des filières mixtes (droit et langues), des étudiants ayant séjourné dans des facs étrangères pour décrocher notamment le très coté *master of laws* (diplôme de droit anglo-saxon). Moins glamour, mais tout aussi sélect, le diplôme de Julie, le DJCE, délivré dans onze universités. Près de 1 500 candidats s'y bousculent chaque année, pour seulement 330 places, mais à la sortie, jackpot assuré. « L'intégralité de notre promo 2009 a été recrutée à l'issue de leur stage. Nous sommes clairement identifiés comme une marque par les recruteurs », assure ainsi Pierre-Jean Gaudel, directeur de ce diplôme à Nancy,

Car, comme en médecine, cette fois, les facs de droit ont le privilège du monopole des études – excepté Sciences-Po Paris

**SUP DE CO REIMS**<sup>RMS</sup>  
GRANDE ÉCOLE

**À SUP DE CO REIMS,  
VOUS ÊTES UNIQUE !**

Nous construisons avec vous un parcours personnalisé : choix des cours, des expériences internationales et professionnelles. L'ouverture aux autres, la pensée critique, l'excellence académique et la pertinence professionnelle, des valeurs à partager ensemble !

Sup de Co Reims, programme Grande Ecole fait partie du groupe RMS qui se place aujourd'hui parmi les meilleurs groupes de formation au management dans le monde. Depuis 1928, RMS ne cesse d'innover pour proposer des formations adaptées aux enjeux des entreprises de demain : Sup de Co Reims, CESEM, Sup'TG, TEMA, deux MBA et une large gamme de Master(e).

Reims Management School - Tél : 03 26 77 47 47  
[www.reims-ms.fr](http://www.reims-ms.fr)

EFMD EQUIS ACCREDITED AACSB ACCREDITED AMBA ACCREDITED

qui délivre un master réputé. Pas de concurrence avec les sortants des grandes écoles, comme c'est le cas pour les bac+5 en sciences ou en gestion. Certaines universités ont ainsi pu se tailler un nom. Paris-II notamment. Qui n'hésite pas à jouer l'élitisme avec son collège de droit pour bacheliers mention très bien, ou à vanter ses diplômés auprès des entreprises dans des *job fair* à l'américaine, etc. Marc, 23 ans, embauché au lendemain même de son diplôme pour 40 000 euros par an grâce à un master droit et pratiques du travail. « *J'ai choisi ce métier pour être au plus près des salariés, j'ai l'impression d'être utile, c'est très humain* », raconte-t-il. Le droit de la santé et de la protection sociale a aussi le vent en poupe. On s'arrache ses spécialistes dans les ordres professionnels médicaux et paramédicaux, les organismes de santé publics et parapublics, ou encore les fonds d'indemnisation.

Il y a aussi les études d'huissiers ou de notaires... Dans cette profession, 500 nouveaux diplômés s'installent chaque année pour faire face au papy-boom et les techni-

### **LE DROIT DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION SOCIALE A AUSSI LE VENT EN POUPE. ON S'ARRACHE SES SPÉCIALISTES.**

ciens du droit, de niveau bac+2, sont aussi particulièrement recherchés. Parmi les collaborateurs de notaires, par exemple, qui prévoient 3 000 départs à la retraite dans les quatre prochaines années, les opportunités sont réelles. « *Nous recrutons des assistants juridiques, des négociateurs immobiliers et des formalistes directement après le BTS notariat récemment créé* », explique Xavier Daudé, directeur de la formation au Conseil supérieur du Notariat. Pas de souci d'insertion non plus pour les juristes rédacteurs d'actes internes (les anciens clercs), désormais embauchés après une licence professionnelle. « *A terme, il y aura une vingtaine de licences professionnelles sur tout le territoire, pas davantage, car il serait ridicule d'ouvrir en grand les vannes de la profession* », estime le notaire. Autre piste, le DUT carrière juridique, qui offre une excellente porte d'entrée pour travailler dans les compagnies d'assurances, les banques ou les organismes de crédit, et même les directions des affaires financières des entreprises. **BÉATRICE GIRARD**